

Récépissé N°598/2021RDJ/C19/SAAP du 20/08/2021

400FCFA

La Voix

du Consommateur

CONTACTS DE LA RÉDACTION - Tél : 237 6 99 52 87 06 – 6 71 04 24 12- Informer et Former ... Notre mission

PAGNE DU 8 MARS

Importé, onéreux et terne



Chaque année, le scénario se répète, mais cette édition 2026 atteint des sommets d'indécence. Alors que la Journée Internationale de la Femme devrait être une célébration de l'émancipation, elle est devenue, pour la consommatrice camerounaise, un véritable parcours du combattant financier. Entre pénuries organisées et spéculation sauvage, le "pagne du 8 mars" n'est plus un habit de fête, mais le linceul de notre souveraineté industrielle.

Page 3

ÉVÉNEMENT
**FOCACO
AWARDS
13 MARS**



A l'occasion de Journée Mondiale des Droits des Consommateurs, les marques et personnalités seront primées à Douala.

Page 12

KRIBI
**Restaurant
"Les Gîtes"
consommé**



L'instabilité du réseau électrique et l'incurie d'Eneo sont pointées du doigt.

Page 5

ROYAUME-UNI

Page 2

Fin des visas étudiants pour le Cameroun

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Objet : Célébration de la Journée Mondiale des Droits des Consommateurs par la FOCACO

DOUALA, Cameroun – La Fondation Camerounaise des Consommateurs (FOCACO) a le plaisir d'informer le public, les acteurs de la société civile et les médias de la tenue d'une grande conférence-débat à l'occasion de la Journée Mondiale des Droits des Consommateurs.

Placé sous le signe de l'échange et de la transparence, cet événement majeur se déroulera le lundi 16 mars 2026, dès 09h00, dans la salle de conférence de l'hôtel SOMATEL à Bali.

Un programme axé sur les préoccupations quotidiennes des Camerounais

Face aux enjeux économiques actuels, la FOCACO réunit des experts, des régulateurs et des leaders d'opinion pour débattre de thématiques essentielles à la protection du citoyen :

Économie et Pouvoir d'achat : Quel est le véritable pouvoir du consommateur face au marché ?

Normes et Qualité : Le rôle de l'ANOR dans la protection des consommateurs.

Santé et Nutrition : Les conseils pour une alimentation équilibrée avec les experts de Nestlé.

Intervenants de prestige La modération sera assurée par l'Honorable Marlyse DOUALA BELL. Les débats seront enrichis par les interventions du Dr EDIMO MONGORY



**ÉVÈNÈMENT
FOCACO
JMDC 2026**

CONFÉRENCE-DÉBAT

Date: LE 16 MARS

LIEU: DOUALA - HÔTEL SOMATEL



(Économiste), du délégué régional de l'ANOR et des représentants de grandes entreprises telles que NESTLÉ, SOTICAM, SABC et CAMFOOD.

Invitation à la presse
Les représentants des médias sont chaleureusement conviés à couvrir cette journée d'échanges. Des opportunités d'entretiens avec le Président National de la FOCACO et

les différents experts seront possibles à l'issue des sessions.

La conférence se clôturera par une remise d'attestations de participation, suivie d'un cocktail de réseautage.

Contact Presse & Informations :
Téléphones : 699 52 87 06 / 671 04 24 12
Lieu : Hôtel Somatel à Bali, Douala.

À propos de la FOCACO :

La Fondation Camerounaise des Consommateurs œuvre au quotidien pour la défense des intérêts des usagers, la promotion de la qualité des services et le respect des droits fondamentaux des consommateurs sur l'ensemble du territoire national.

8 MARS

Le Pagne de la Discorde ou le Symbole d'une Industrialisation en Lambeaux ?

Chaque année, le scénario se répète, mais cette édition 2026 atteint des sommets d'indécence. Alors que la Journée Internationale de la Femme devrait être une célébration de l'émancipation, elle est devenue, pour la consommatrice camerounaise, un véritable parcours du combattant financier. Entre pénuries organisées et spéculation sauvage, le "pagne du 8 mars" n'est plus un habit de fête, mais le linceul de notre souveraineté industrielle.

L'indignation des figures publiques : Un cri de ralliement

La colère ne gronde plus seulement dans les marchés de quartier ; elle s'exprime désormais au plus haut sommet. Cathy Meba, nièce du Chef de l'État, n'a pas mâché ses mots en qualifiant cette situation de "véritable torture". Elle dénonce une "mafia" qui prive les femmes rurales et les petits budgets de cet honneur symbolique. Son appel est radical : *"Je propose aux femmes pour l'année prochaine de refuser de porter le pagne s'il n'est pas disponible et à bon prix pour tous."*

Même constat d'amer-



tume chez l'honorable Nourane Foster. Face à une boutique CICAM (Cotonnière Industrielle du Cameroun) aux rayons vides, la députée a fustigé des prix doublés, grimpant jusqu'à 20 000 FCFA chez les revendeurs. Une dérive qu'elle qualifie d'irresponsable et qui frappe de plein fouet le pouvoir d'achat déjà exsangue des ménages.

L'import-substitution : Le grand mirage

Au-delà de la spéculation, ce fiasco révèle une vérité structurelle douloureuse : l'échec cuisant de la stratégie nationale d'import-sub-

stitution.

Le concept était pourtant noble : produire localement ce que nous consommons pour ne plus dépendre de l'extérieur. Or, la réalité de la CICAM est aux antipodes de cette ambition. Au lieu de transformer le coton camerounais dans ses usines, l'entreprise semble s'être muée en un simple comptoir commercial.

Une production locale à l'arrêt : Les usines peinent à tourner, faute d'investissements et de modernisation.

L'importation déguisée : Pour combler le vide, la structure importe massivement des pagnes

(souvent d'Asie) pour les revendre sur le marché local.

Le coût de l'échec : Cette dépendance à l'importation, couplée à une chaîne de distribution opaque, gonfle artificiellement les prix.

Le constat de La Voix du Consommateur : Comment peut-on parler d'émergence quand nous sommes incapables de vêtir nos femmes avec le coton de nos propres terres sans les ruiner ?

Un système qui broie la ménagère

L'ironie est cruelle : le pays produit du coton de qualité mondiale, mais la Camerounaise moyenne doit sacrifier une part disproportionnée de son revenu mensuel pour un morceau de tissu dont la rareté est entretenue par des circuits parallèles.

L'import-substitution ne doit pas être un slogan de meeting, mais une réalité d'usine. Tant que la CICAM ne sera pas capable de saturer le marché avec une production 100% "Made in Cameroon" à prix régulé, le 8 mars restera la fête des spéculateurs plutôt que celle des femmes.

VISA BRITANNIQUE

LE COUPERET TOMBE SUR LE CAMEROUN

Études et avenir suspendus : le prix fort d'une diplomatie camerounaise aux abonnés absents

Par la Rédaction - 5 mars 2026

C'est un séisme pour des centaines de familles camerounaises. Le ministère britannique de l'Intérieur (Home Office) vient d'actionner un « *frein d'urgence* » sans précédent : dès le 26 mars 2026, l'octroi de visas d'études pour les ressortissants du Cameroun sera purement et simplement suspendu. Aux côtés de l'Afghanistan, de la Birmanie et du Soudan, le Cameroun entre dans la liste noire de Londres, officiellement pour freiner les demandes d'asile émanant de personnes entrées légalement sur le territoire.

Un rêve brisé pour la classe moyenne

Pour le consommateur de services éducatifs internationaux, la pilule est amère. Le Royaume-Uni n'est pas seulement une destination académique ; c'est un investissement lourd consenti par des parents qui s'endettent pour offrir une expertise anglo-saxonne à leurs enfants.

L'incidence est directe et brutale :

Investissements perdus : De nombreux étudiants ont déjà engagé des frais d'inscription (deposits) et des tests de langue (IELTS) non remboursables. Séparation familiale : Les projets de regroupement et de mobilité sont stoppés net, plongeant des familles entières dans l'incertitude. Stigmatisation : En étant logé à la même enseigne que des pays en guerre ouverte comme l'Afghanistan ou le Soudan, le passeport camerounais perd encore de sa superbe.

L'inefficacité flagrante de la diplomatie camerounaise

Comment en sommes-nous arrivés là ? Si Londres justifie sa décision par une hausse de 330 % des demandes d'asile



venant du Cameroun, cette mesure punitive révèle surtout la vacuité de notre appareil diplomatique.

Alors que d'autres nations négocient des accords de mobilité ou des garanties de retour, Yaoundé semble observer, impuissant, le déclin de l'influence de ses ressortissants à l'étranger. Où est la voix du Cameroun pour défendre ses étudiants ? Où est l'action préventive pour éviter que nos jeunes ne soient perçus comme des « fraudeurs au

système » plutôt que comme des talents en quête de savoir ?

Ce silence assourdissant des autorités de Yaoundé laisse le champ libre aux politiques restrictives de l'administration Starmer. En ne s'attaquant pas aux causes profondes qui poussent les étudiants à la demande d'asile une fois sur place, et en échouant à rassurer ses partenaires stratégiques, la diplomatie camerounaise signe ici un échec cuisant.

Le chiffre : Environ 4 500

étudiants et 1 200 travailleurs qualifiés camerounais pourraient voir leurs dossiers actuels gelés ou rejetés d'ici la fin du mois.

Pour le citoyen camerounais, le message est clair : vous payez vos impôts, vous financez vos études, mais votre État ne vous protège plus sur la scène internationale. Jusqu'à quand le consommateur camerounais devra-t-il subir les frais de cette inertie diplomatique ?

KRIBI

Le restaurant "les gîtes" dévoré par les flammes, l'incurie d'Eneo pointée du doigt

Par la Rédaction — La Voix du Consommateur

Kribi, la cité balnéaire chérie des touristes et des investisseurs, s'est réveillée ce matin du 4 mars 2026 avec un goût de cendre et de colère. Le célèbre restaurant "Les Gîtes de Kribi", véritable institution en bordure de mer, n'est plus qu'un amas de débris calcinés. Si, par miracle, on ne déplore aucune perte en vie humaine, le bilan économique est lourd, et le coupable semble déjà tout désigné par la rumeur publique et les premiers témoignages : un court-circuit dévastateur.

Le court-circuit de trop

Il était environ 3 heures du matin quand le feu a pris racine. Dans cet établissement construit majoritairement en matériaux provisoires — pour le charme authentique que recherchent les visiteurs — les flammes n'ont fait qu'une bouchée des structures avant même que les secours ne puissent lever le petit doigt.

Selon plusieurs sources concordantes sur place, l'origine du sinistre ne fait aucun doute : une énième instabilité du réseau électrique. Une fois de plus, le doigt accusateur se tourne vers ENEO, le distributeur d'énergie dont les prestations s'apparentent de plus en plus à une roulette russe pour les appareils et les installations des consommateurs.

ENEO : Un danger public pour nos entreprises ?

Combien d'entreprises devront encore partir en fumée avant que le monopole de la distribution ne



répondre de ses manquements ? Ce drame aux "Gîtes de Kribi" n'est pas un inci-

baisses de tension chroniques et les retours brutaux de courant qui grillent les compteurs, ENEO ne distribue plus seulement de l'électricité, elle distribue l'insécurité.

Pour le consommateur camerounais, et particulièrement pour les opérateurs économiques, payer sa facture est devenu un acte de foi doublé d'un risque majeur de sinistre.

Le Tourisme Camerounais en mode "Black-out"

Au-delà des pertes matérielles directes, c'est l'image de la destination Cameroun qui prend un coup de chaud.

Insécurité des infrastructures : Quel investisseur prendra le risque de bâtir des complexes hôteliers si l'énergie fournie est une menace permanente pour ses actifs ?

Expérience client dégradée : Le tourisme à Kribi repose sur le confort et la sérénité. L'absence de fiabilité énergétique transforme chaque séjour en un calvaire logistique.

Fuite des capitaux : En réduisant en cendres des fleurons de notre gastronomie locale, c'est l'emploi des jeunes et l'attractivité de la côte qui s'évaporent.

[Image de l'impact des coupures d'électricité sur le tourisme balnéaire]

La "Voix du Consommateur" interpelle les autorités : l'impunité d'ENEO a assez duré. On ne peut pas prétendre à l'urgence ou au développement du tourisme avec un réseau électrique qui se comporte comme une mèche allumée au pied de nos investissements.

Aujourd'hui, c'est le restaurant "Les Gîtes". À qui le tour demain ?

La Santé ou la Mort, le prix de l'inaction

Le rideau tombe, les lumières s'éteignent, et les hommages hypocrites inondent la toile. En l'espace de quelques jours, la scène culturelle camerounaise a perdu plusieurs de ses figures de proue. Mais derrière les pleurs de façade et les communiqués officiels larmoyants, une vérité crue, dénoncée avec force par le journaliste Éric Kouamo, nous explose au visage : au Cameroun, c'est l'absence de Couverture Santé Universelle (CSU) qui achève les malades.

L'illusion du soin et la réalité du cercueil

Le constat d'Éric Kouamo est sans appel : « *Il faut arrêter de fouiller les causes de midi à quatorze heures.* » Si nos artistes — et par extension des milliers de citoyens anonymes — s'éteignent prématurément, ce n'est pas par fatalité divine, mais par impossibilité financière.

Dans un pays où la santé est devenue un luxe et non un droit, le parcours du patient ressemble à un chemin de croix :

Le passage par les "cliniques de quartier" : Faute de moyens, le malade s'en remettre d'abord à des structures précaires, souvent tenues par ce que Kouamo appelle des « *infirmiers charlatans* ».

L'arrivée tardive au plateau technique : Quand le patient atteint enfin un hôpital équipé, le mal est déjà irréversible.

La quête de la "charité" : Combien de Camerounais peuvent régler une facture d'urgence sans lancer un SOS sur WhatsApp ou solliciter la famille ?



« *Ceux dont on pleure dans les communiqués officiels bénéficiaient-ils d'un suivi médical optimal dans un pays où la santé n'est pas la charité ?* » — Éric Kouamo

La CSU : Une promesse en lambeaux ?

Le nœud du problème réside dans une arlésienne politique : la Couverture Santé Universelle (CSU). En 2023, le Ministre de la Santé Publique, Manaouda Malachi, annonçait en grande pompe le démarrage de la première phase. Nous sommes aujourd'hui en 2026, et la question posée par Kouamo résonne comme un acte d'accusation : « *Quel bilan trois années plus tard ?* »

Si la CSU était une réalité tangible, nos icônes culturelles n'auraient pas besoin de quêtes de dernière minute pour une dialyse ou une opération chirurgicale. Le système actuel ne soigne pas, il trie. Il trie ceux qui ont les moyens de survivre et ceux qui sont condamnés à l'avance par leur compte en banque.

Arrêtons le « cinéma » des hommages

Il est temps de sortir du cycle stérile "Décès - Lamentations - Inhumation". La mort des acteurs de la scène publique ne doit plus être un simple fait divers, mais le déclencheur d'une exigence citoyenne.

Le ministère de la Santé doit rendre des comptes. La phase 1 de la CSU, censée couvrir les consultations prénatales, les accouchements et certaines pathologies chroniques, semble n'être qu'une goutte d'eau dans un océan de besoins.

Le bilan que nous voyons aujourd'hui, ce ne sont pas des chiffres dans un rapport administratif, ce sont des cercueils. ---

La question reste donc posée, droite et brutale, à Monsieur Manaouda Malachi : Où en est-on réellement ? Car chaque jour de retard dans l'application réelle et globale de la CSU est un jour où l'on signe l'arrêt de mort d'un autre Camerounais.

L'ONDE DE CHOC

Pourquoi le conflit en Iran fait trembler le panier de la ménagère à Douala et Yaoundé



Par la Rédaction – Mars 2026

Alors que les bruits de bottes s'intensifient au Moyen-Orient suite à l'escalade militaire déclenchée fin février, l'écho des explosions en Iran résonne jusque dans les marchés de Mokolo et de Sandaga. Si le conflit semble géographiquement lointain, ses tentacules économiques étranglent déjà le pouvoir d'achat des Camerounais. Analyse d'une crise importée.

Le pétrole : l'étincelle qui allume l'inflation

L'Iran, acteur majeur du détroit d'Ormuz par où transite 20 % du pétrole mondial, est au cœur d'une tempête énergétique. Depuis le début des hostilités le 28 février dernier, le cours du baril de Brent joue aux montagnes russes, flirtant avec les 85-90

dollars.

Pour le consommateur camerounais, cela signifie une pression insoutenable sur les prix à la pompe. Bien que l'État tente d'amortir le choc via des subventions, la réalité est mathématique :

Transport en hausse : Chaque point de croissance du prix du carburant se répercute sur le tarif des taxis et des « benskins ».

Logistique coûteuse : Le transport des denrées alimentaires (tomates de l'Ouest, oignons du Grand-Nord) devient plus cher, gonflant mécaniquement le prix final sur l'étal.

De l'assiette au portefeuille : le spectre de la vie chère

Le Cameroun, bien que producteur agricole, reste tributaire des intrants mondiaux. La guerre en Iran perturbe les routes maritimes et fait grimper le coût des assurances pour le transport de marchandises.

Engrais et intrants : La hausse des coûts de l'énergie impacte la production mondiale de fertilisants. Sans engrais abordables, nos agriculteurs produisent moins ou plus cher.

Produits importés : Le riz, la farine et les huiles végétales, dont les circuits de distribution sont ultra-sensibles aux crises internationales, voient leurs prix s'ajuster « par anticipation ».

Un paradoxe camerounais

Certes, le Cameroun est un modeste exportateur de pétrole et pourrait bénéficier de recettes budgétaires accrues grâce à la hausse des cours. Mais ce "bonus" est un couteau à double tranchant. L'argent gagné par l'État est souvent immédiatement englouti pour combler le déficit de la SONARA ou pour maintenir les subventions au carburant, limitant les investissements dans

les services sociaux de base.

« On nous dit que le pétrole monte, mais dans mon sac, je ne vois que les prix qui grimpent. On ne mange pas le pétrole, on mange le plantain, et même le plantain devient un luxe », s'indigne Mama Thérèse, commerçante à Yaoundé.

Conclusion : La vigilance est de mise

L'inflation, qui semblait se stabiliser autour de 3 % début 2026, menace de repartir à la hausse. Pour La Voix du Consommateur, l'urgence est à la surveillance des prix pour éviter les spéculations abusives sous prétexte de "guerre lointaine". Le consommateur camerounais, déjà éprouvé par les crises successives, ne saurait être la variable d'ajustement d'un conflit dont il ne maîtrise aucun paramètre.

CACAO & COFFEE FESTIVAL

La 3^e édition les 26, 27 et 28 mars 2026 à l'Hôtel de Ville de Yaoundé.

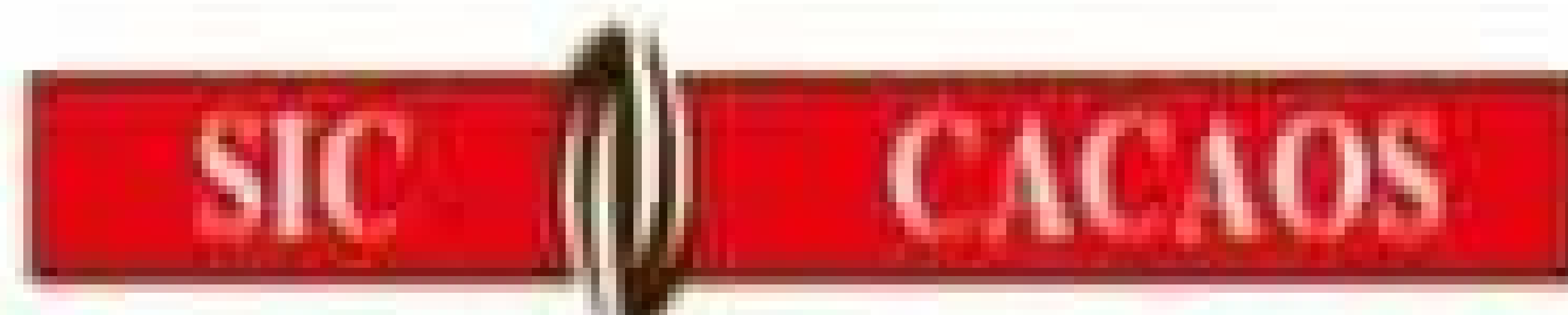
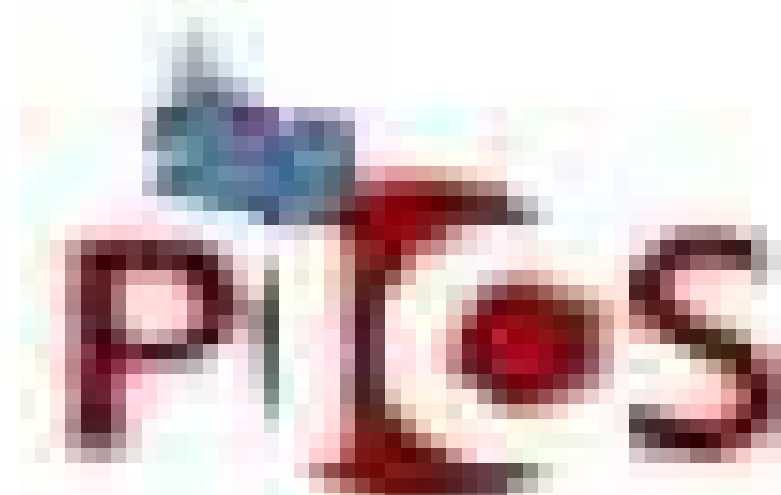
Le Cacao & Coffee Festival, rendez-vous annuel dédié à la promotion des filières cacao et café, revient pour sa 3^e édi-

tion les 26, 27 et 28 mars 2026 à l'Hôtel de Ville de Yaoundé.

Placée sous le thème « Les

femmes au cœur des filières cacao et café », cette édition mettra en lumière le rôle déterminant des femmes

dans la production, la transformation et la valorisation de ces deux filières stratégiques pour l'économie.



SANTÉ NUMÉRIQUE

Le Cameroun met officiellement en route son Plan Stratégique National de Santé Numérique 2026-2030



La cérémonie de lancement présidée par **BOUKAR**, Inspecteur Général des Services Administratifs, représentant du Ministre de la Santé Publique, a eu lieu, le mercredi 04 mars 2026, à l'hôtel Hilton de Yaoundé

Cette nouvelle feuille de route marque une étape décisive dans la transformation structurelle du système de santé camerounais. Elle traduit la volonté de l'État de faire du numérique, un levier stratégique de modernisation, de performance, d'équité et de souveraineté.

Dans son allocution, le représentant du Ministre a rappelé que l'évaluation du précédent Plan Stratégique National de Santé Numérique (PSNSN) 2020-2024, conduite en 2025, a mis

en évidence des avancées notables, notamment en matière de gouvernance, d'architecture nationale de santé numérique, de déploiement d'outils du Système National d'Information Sanitaire, et de renforcement des capacités des professionnels de santé. Toutefois, le niveau de maturité du système, estimé à 1,8 sur 5, révèle la nécessité d'une consolidation institutionnelle, juridique et financière.

Le nouveau plan 2026-2030 repose sur une vision claire : doter le Cameroun, à l'horizon 2030, d'un écosystème de santé numérique intégré, interopérable, sécurisé, inclusif et centré sur le patient, tout en garantissant la souveraineté des données de santé.

Structuré autour de huit axes stratégiques priori-

taires, notamment la gouvernance, la législation, les ressources humaines, les infrastructures, l'interopérabilité et l'innovation, le PSNSN se veut une réponse cohérente et budgétée aux défis identifiés.

Doté d'un budget global de 29 007 000 000 FCFA sur cinq ans, ce plan constitue un investissement stratégique pour l'avenir sanitaire du pays. Selon les autorités sanitaires, il permettra d'améliorer l'accès aux soins, de réduire les délais de prise en charge, de renforcer la traçabilité et la transparence, ainsi que de mieux gérer les urgences sanitaires.

La mise en œuvre du plan reposera sur une gouvernance multisectorielle mobilisant, aux côtés du Ministère de la Santé Publique, les

administrations concernées par le développement numérique, les partenaires techniques et financiers, le secteur privé, la société civile et les institutions académiques.

À travers ce lancement officiel, le Cameroun affirme son ambition de positionner la santé numérique comme un pilier de la Couverture Santé Universelle et un vecteur de souveraineté nationale.

La transformation numérique du système de santé est désormais engagée, ont souligné les responsables, appelant à une mobilisation collective pour faire de ce plan une véritable boussole stratégique pour les cinq prochaines années.

**OROCK Audrey /
Celcom / MINSANTE**

Le Royaume-Uni annonce ne plus délivrer de visas d'étude à 4 nationalités et suspend les visas de travail aux Afghans



Le gouvernement britannique dit prendre cette décision en raison d'«abus» de personnes qui entrent au Royaume-Uni grâce à ces visas et demandent ensuite l'asile.

Le gouvernement britannique a annoncé mardi qu'il allait cesser d'accorder des visas d'étude aux Afghans, Camerounais, Birmans et Soudanais, et certains visas de travail aux Afghans, en raison d'«abus» de personnes qui entrent au Royaume-Uni grâce à ces visas et demandent ensuite l'asile.

«Notre système de visas ne doit pas faire l'objet d'abus. C'est pourquoi je prends la décision sans précédent de refuser les visas aux ressortissants qui cherchent à exploiter notre générosité», a affirmé la ministre de l'Intérieur Shabana Mahmood, citée dans un communiqué du Home Office. Cette décision entrera en vigueur le 26 mars, détaille le ministère.

Cette annonce intervient alors que le gouvernement travailliste de Keir Starmer a promis de réduire l'immigration légale et illégale au Royaume-Uni, dans un contexte de montée en puissance du parti anti-immigration Reform UK. Les demandes d'asile ont atteint un niveau record en 2024 (108.138 demandes), avant de légèrement reculer en 2025 (100.625).

«Plus de 4 milliards de livres» par an

Londres justifie sa décision par le fait que les demandes d'asile de personnes entrées par des voies légales «ont plus que triplé depuis 2021», pour atteindre près de 133.760. Les demandes effectuées par des étudiants en provenance d'Afghanistan, du Cameroun, de Birmanie et du Soudan ont bondi de 470% entre 2021 et 2025, selon le Home Office.

«Une action drastique est nécessaire» alors que le soutien financier aux demandeurs d'asile, dont 16.000 personnes venues des quatre pays visés, coûte «plus de 4 milliards de livres» par an au contribuable britannique, fait valoir le ministè-

re.

Entre septembre 2024 et septembre 2025, 2900 visas d'étude ont été accordés à des ressortissants des quatre pays ciblés, ainsi que 90 visas de travailleur qualifié à des Afghans, pour 1210 demandes d'asile déposées par des titulaires de tels visas. Le gouvernement précise que depuis 2021, le Royaume-Uni a accueilli plus de 37.000 Afghans dans le cadre de dispositifs mis en place après le retour des autorités talibanes au pouvoir en 2021, et que 190.000 visas au total ont été accordés pour des raisons «humanitaires» en 2025.

Réforme de la politique d'asile

En novembre, le gouvernement travailliste a annoncé une réforme d'ampleur de la politique d'asile, visant à décourager les arrivées de migrants traversant la Manche sur de petites embarcations. La réforme, dont d'autres dispositions devront faire l'objet d'un vote au Parlement, prévoit notamment que les réfugiés devront attendre 20 ans avant de pouvoir bénéficier d'un permis de résidence permanente.

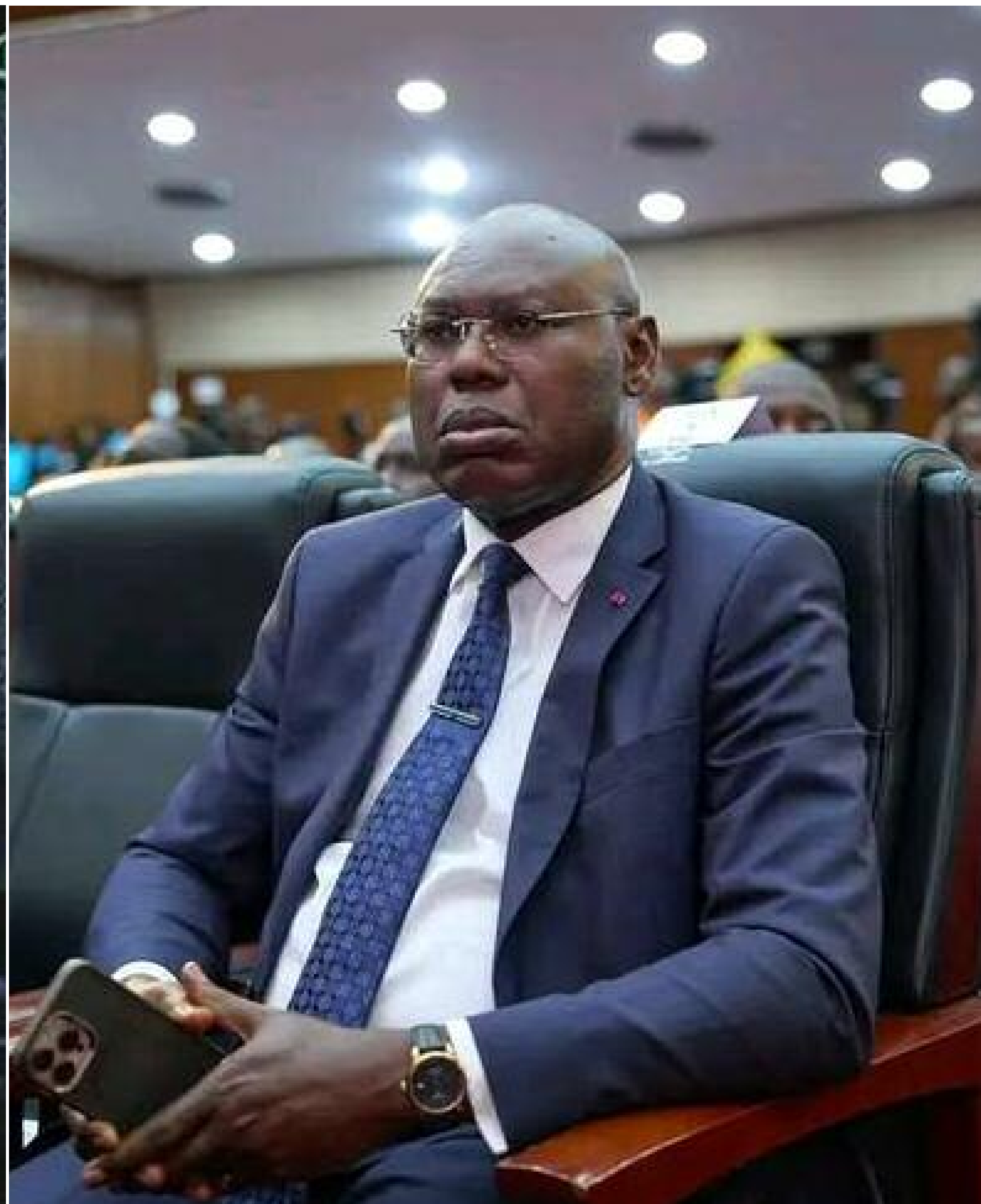
Depuis lundi, le statut de réfu-

gié n'est accordé que pour une durée de 30 mois renouvelable, au lieu de cinq ans précédemment, pour tous les nouveaux demandeurs. Le gouvernement s'est par ailleurs engagé à ouvrir davantage de voies d'accès légales pour les demandeurs d'asile, sans préciser à ce stade de dispositif. Et ce n'est pas la première fois qu'il utilise l'arme des visas dans sa stratégie de durcissement de sa politique migratoire. En novembre 2025, il a menacé de ne plus accorder de visas aux ressortissants d'Angola, de Namibie et de République démocratique du Congo, afin de pousser leurs gouvernements à accepter les expulsions par le Royaume-Uni de migrants illégaux originaires de ces pays.

«Quatre mois plus tard, une coopération a été mise en place avec ces trois pays. Des vols décollent et des migrants illégaux, ainsi que des criminels étrangers sont renvoyés» dans leur pays, se félicite le Home Office.

Par Le Figaro avec AFP

LETTRE OUVERTE DES TÉLÉSPECTATEURS CAMEROUNAIS : « Notre fierté n'est pas un interrupteur »



A l'attention de la Direction du Palais des Congrès de Yaoundé

Nous, citoyens, passionnés de football et téléspectateurs, avons suivi avec une immense attente la cérémonie du Ballon d'Or ce 27 février 2026. Ce rendez-vous devait être la vitrine de notre talent, le miroir de notre grandeur et un moment de communion nationale autour de nos héros du stade.

Au lieu de cela, nous avons été plongés dans le noir. Littéralement et symboliquement.

Pendant près de dix minutes, nos écrans sont restés désespérément sombres ou fixés sur des plans de confu-

sion. Ce n'est pas seulement une panne d'électricité ; c'est une panne de respect envers le peuple camerounais et envers l'image que nous projetons au monde.

Une humiliation en direct

À l'heure du numérique et du direct planétaire, cet incident a été commenté en temps réel bien au-delà de nos frontières. Quelle image renvoyons-nous ? Celle d'un pays incapable de maintenir une ampoule allumée lors de sa plus prestigieuse soirée de gala, alors même que la Première Dame et les plus hautes autorités de l'État honorent la salle de leur présence.

Le mépris du public

Nous payons nos redevances, nous consommons les produits des sponsors, nous donnons de notre temps pour soutenir notre drapeau. En retour, nous recevons l'amateurisme. Le mutisme des responsables du Palais des Congrès après ce fiasco est une insulte supplémentaire. Le "Continent" dont parle Samuel Eto'o avec une ironie protectrice mérite mieux que des excuses de circonstance dans l'obscurité.

Nous exigeons :

Des explications claires : Pourquoi les groupes électrogènes de secours n'ont-ils pas pris le relais instantanément ?

Des excuses officielles : Pas seulement aux

officiels présents dans la salle, mais aux millions de Camerounais qui se sont sentis humiliés devant leurs téléviseurs.

Des garanties : Que le Palais des Congrès cesse d'être un lieu d'incertitude technique pour redevenir un sanctuaire de l'excellence.

Monsieur le Directeur, la lumière est un service minimum, mais la dignité nationale est un impératif. Ne laissez plus jamais l'obscurité éteindre nos rêves de grandeur.

Signé :

Alphonse AYISSI

ABENA

Président de la
Fondation camerounaise des consommateurs
(FOCACO)

COMMUNIQUE DE PRESSE : FOCACO AWARDS ACTE 10

Alerte Rouge : Le Chic s'installe à Douala le 13 Mars !

Douala, le 4 mars 2026
- Avis à la population (et surtout aux consommateurs exigeants) ! Si vous pensiez que la défense des droits des consommateurs se résumait à lire des contrats en petits caractères avec une loupe, la Fondation Camerounaise des Consommateurs (FOCACO) est sur le point de vous prouver le contraire.

À l'occasion de la Journée Mondiale des Droits des Consommateurs, la FOCACO troque ses dossiers juridiques contre des nœuds papillons et des robes de soirée pour la 10ème édition des FOCACO AWARDS.

Le Programme (Garanti sans file d'attente)

Dès 19h00, nous accueillerons nos invités à la salle Saphirs à Akwa. Et attention, comme on dit chez nous : « *La ponctualité est la politesse des Rois* ». Si vous arrivez à 21h en espérant que le buffet vous attende encore, vous risquez de ne consommer que... l'ambiance !

Au menu de cette soirée électrique :



Du Show : Avec l'orchestre live Les Dragons Bands, le légendaire ERIKO et l'incontournable KENG GODEFROY. De quoi vérifier si vos hanches sont aussi souples que vos réclamations bancaires.

Du Prestige : Des remises de prix dans les catégories Médias, Services et Biens. Parce qu'il faut bien récompenser ceux qui font des efforts (et pointer du doigt les autres, avec élégance).

De la Gastronomie : Infoline (Pour ceux qui ont encore des questions)

Du moment de l'année où le consommateur n'a pas besoin de comparer les prix avant de se servir.

Dress Code : « Chic et Glamour »

Nous insistons sur le Glamour. Sortez vos plus beaux habits « *Afritude* » ou vos costumes les plus affûtés. Nous voulons voir des lauréats si étincelants que même les projecteurs de la salle paraîtront ternes.

Si vous avez un doute sur l'itinéraire ou si vous voulez savoir si le tapis rouge est vraiment rouge : 699 52 87 06 / 671 04 24 12

Venez nombreux pour célébrer une décennie de protection, de plaidoyer et, surtout, de résistance face aux factures bizarres d'électricité !

Le Comité d'Organisation des FOCACO AWARDS

« Parce que le consommateur est Roi, mais le 13 mars, il sera aussi la Star. »